

Chambre des Représentants.

SESSION DE 1879-1880.

COMMISSION DES PÉTITIONS DU MOIS DE MARS.

FEUILLETON AU 10 AVRIL 1880.

PÉTITIONS SUR LESQUELLES LA COMMISSION A STATUÉ.

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
------------------------------	--

1.	10849.	Par pétition datée de Berchem,
----	--------	--------------------------------

Le sieur Page, ancien sergent-major, demande la suppression des honneurs militaires rendus au saint sacrement.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

2.	10854.	Par pétition sans date,
	10880.	Des habitants de l'agglomération bruxelloise demandent le suffrage universel.

Même demande d'ouvriers de l'agglomération bruxelloise et de Frameries.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

3.	10855.	Par pétition datée de Herffelinghen, le 28 février 1880,
----	--------	--

Des habitants de Herffelinghen se plaignent de ce que la loi communale n'a pas été observée lors de la nomination de membres du bureau de bienfaisance de cette commune, et demandent l'annulation de leur élection.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

Numéros du feuilleton.	Numéros du registre des pétitions.
4.	10856.

Par pétition datée de Mons, le 3 mars 1880,

Le sieur Lefebvre demande que le principe de la délégation de l'électorat par une mère veuve à un de ses fils ou de ses gendres soit étendu aux élections générales.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

5. 10860.

Par pétition datée d'Anvers, le 4 mars 1880,

Le sieur Tenvoorden, maréchal des logis fourrier au bataillon du train, milicien de 1875, en congé illimité, présente des observations sur l'interprétation de la loi en vertu de laquelle il a été incorporé et demande à être congédié définitivement en même temps qu'aura lieu le licenciement de 1870.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de la Guerre.*

6. 10863.

Par pétition datée de Bruxelles, le 4 mars 1880,

Les président et secrétaire de la société populaire *De Veldbloem* demandent itérativement la publication d'un compte-rendu analytique hebdomadaire des discussions de la Chambre, et que ce compte-rendu soit envoyé gratuitement aux journaux hebdomadaires, aux nombreuses sociétés populaires, littéraires, musicales et dramatiques du pays.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

7. 10871.

Par pétition datée de Loupoigne, le 6 mars 1880,

Des habitants de Loupoigne se plaignent de la vente faite, par le collège des bourgmestre et échevins, d'un sentier dont le maintien avait été décidé par le conseil communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

8. 10872.

Par pétition datée de Saint-Gilles, lez-Bruxelles, le 8 mars 1880,

Le sieur Blanchard demande la décoration commémorative des combattants de 1880.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

9. 10874.

Par pétition datée de Péruwelz, en mars 1880,

Des marchandes de modes, à Péruwelz, se plaignent de ce que la femme du percepteur des postes de cette localité

Numéros
du
feuilleton.

Numéros
du registre des
pétitions.

exerce son commerce dans un bâtiment de l'État et sans payer d'impôts.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

10. 10879. Par pétition datée d'Ixelles, le 10 mars 1880,
Le sieur Vander Mosten, ancien officier, demande qu'il soit ordonné une enquête judiciaire sur les faits signalés dans ses précédentes pétitions.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

11. 10887. Par pétition datée de Houssois-Ville-en-Waret, le 16 mars 1880,
Des habitants de Houssois-Ville-en-Waret demandent la séparation des villages de Houssois et de Ville-en-Waret.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

12. 10890. Par pétition datée de Renaix, le 16 mars 1880,
Le sieur Lagrange se plaint de ce que le nommé Vanhoucke n'a pas été obligé de tirer au sort.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

13. 10891. Par pétition datée d'Oignies, le 17 mars 1880.
Le sieur Delizée se plaint de ce que le curé d'Oignies refuse d'admettre à l'instruction religieuse les petites filles fréquentant les écoles officielles.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de l'Instruction Publique et de la Justice.*

14. 10894. Par pétition datée de Desnié, le 31 janvier 1880,
La veuve du lieutenant-colonel Osten réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir le paiement des sommes payées en moins à son mari jusqu'à l'époque de la révision de sa pension.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres des Finances et de la Guerre.*

15. 10895. Par pétition datée d'Audenarde, le 13 mars 1880,
Des instituteurs communaux demandent que leurs traitements leur soient payés par le receveur des contributions directes, au lieu de l'être par le receveur communal.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

Numéros du feuilleton.	Numéros des registres des pétitions.
16.	10896.

Par pétition datée de Caprycke, le 17 mars 1880,
Le sieur De Roose, ancien douanier, demande un secours.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Finances.*

17.	10902.
-----	--------

Par pétition datée d'Oostcamp, le 19 mars 1880,
Le sieur Burggraeve, instituteur en chef, prie la Chambre de prendre des mesures pour sauvegarder les intérêts de l'enseignement et des instituteurs contre les persécutions du clergé ; de décréter l'instruction gratuite, laïque et obligatoire ; de faire remplacer par des laïques le personnel des établissements de l'État ; d'accorder, sur les fonds de l'État, une récompense aux instituteurs communaux restés fidèles.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Instruction Publique.*

18.	10906.
-----	--------

Par pétition datée de Bernimont, le 11 mars 1880,
Le sieur Kemp, ancien soldat, demande une augmentation de pension et la décoration des volontaires de 1830.

DÉCISION : *Renvoi à MM. les Ministres de la Guerre et des Finances.*

19.	10907.
-----	--------

Par pétition datée d'Anderlues, le 17 mars 1880.
Le sieur Laurent réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une pension.

DÉCISION : *Ordre du jour.*

20.	10908.
-----	--------

Par pétition sans date,
Des habitants de Dolhain demandent qu'il soit interdit au professeur à l'école moyenne de l'État de contracter des polices d'assurances pour une compagnie.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics.*

21.	10858.
-----	--------

Par pétition datée de Loupoigne, le 1^{er} mars 1880,
Des habitants de Loncée se plaignent que l'administration communale a décidé la suppression d'un sentier dans cette commune.

DÉCISION : *Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.*

